

Le salarié du Lot

Actualité revendicative 2

Réforme des retraites

Casse de l'inspection du travail,
Le Medef en a rêvé,
Le gouvernement l'a fait

Vie syndicale 3

formation syndicale
plan de syndicalisation
plan de formation

Campagne « Capital » 5

une campagne pour
porter nos propositions
dans le débat public.

La vie des retraités 6

perte d'autonomie et
soins de longue durée;
Initiative Citoyenne
Européenne

Institut Départemental d'Histoire Sociale du Lot 7

2e Rencontres Régionales
Travail-Cinéma

Hommage à Daniel Krupka 8

Edito.



coût du travail contre coût du capital

Le coût du travail est devenu le leitmotiv du patronat et du gouvernement, mais s'interroge-t-on autant sur le coût du capital?

Le processus qui a abouti à ramener tous nos maux à des questions de compétitivité et à des problèmes de coût du travail, ont fait oublier à certains la crise bancaire, la transformation des dettes privées en dettes publiques, les politiques d'austérité.

Pour nous, humains insignifiants au regard du dieu « Capital », les conséquences sont immenses et bien connues avec le chômage, la pression sur les salaires, les délocalisations et la concurrence des pays émergents et la dessus la poussée de l'extrême droite.

Depuis quelques temps nous subissons l'offensive du patronat qui vise à faire rentrer les salariés dans une nouvelle phase d'adaptation.

Avec l'arrivée de Pierre GATTAZ à la tête du MEDEF, la méthode a changé, l'épisode des pigeons ou ce qui se passe en Bretagne est là pour nous le rappeler. Nous avons un patronat qui mobilise, un patronat à l'offensive et surtout un gouvernement qui recule systématiquement chaque fois que celui ci exige quelque chose.

C'est pour toutes ces raisons, que la CGT lance le débat sur le coût du capital, véritable cause des tragédies économiques, sociales et environnementales, qui fracture les sociétés et profite aux spéculateurs.

Pour la CGT, les exigences des salariés, des privés d'emploi et des retraités doivent être prioritaires face aux exigences du patronat. Pour cela, seule la mobilisation du plus grand nombre permettra ce changement.

réforme des retraites



Malgré les nombreuses mobilisations dans toute la France et plus localement dans notre département, le projet de loi sur la réforme des retraites est passé en seconde lecture à l'assemblée Nationale.

Nos deux députés du Lot Dominique Orliac et Jean Launay ont voté pour cette réforme de régression sociale qui va allonger la durée de cotisation à 43 ans et sur un financement qui reposera essentiellement sur les salariés et les retraités.

Pour la CGT, la mobilisation doit se poursuivre à l'occasion d'un nouveau passage au Sénat dès le mois de décembre et de la publication des décrets dès la fin 2013 début 2014.

Casse de l'inspection du travail, le Medef en a rêvé, le gouvernement l'a fait

On savait qu'elle manquait de moyens, d'effectifs, de pouvoirs. Voilà que l'Inspection du travail est menacée par un projet de réforme qui mettrait à mal sa dimension de service public, son rôle de recours pour les salariés et les syndicalistes qui la saisissent.

Sous prétexte de modernisation de l'action publique, nous voyons petit à petit les derniers remparts face au patronat tomber sous le feu des gouvernements successifs. Après l'Accord National Interprofessionnel qui met à mal le code du travail et les conventions collectives, voici le dernier cadeau du gouvernement offert aux patrons.

La réforme du ministre Michel SAPIN menace l'indépendance de l'inspection du travail et s'inscrit dans le cadre d'une réduction des effectifs.

Déjà largement en sous effectif, cette nouvelle réforme va réduire les possibilités pour les agents de contrôle de répondre aux sollicitations des salariés, la hiérarchie pourra retirer les dossiers sensibles aux agents qui manifesteraient

une trop grande autonomie, et globalement une ingérence croissante du pouvoir politique dans l'action de l'inspection du travail et seront soumis à un formatage de leurs activités.

Salariés et représentants du personnel seront les premières victimes de cette réforme.

Rappelons que le droit du travail. Bien que concernant près de 20 millions de salariés est le droit le plus bafoué sur le territoire Français. Ces politiques de reculs laissent toujours plus de champ libre aux dirigeants d'entreprises qui seront de moins en moins inquiétés.

Elles vont amener une désorganisation durable des services de l'Inspection et la disparition des sections d'Inspection du travail actuelles, le renforcement de l'autorité hiérarchique sur les pouvoirs de contrôle des inspecteurs et contrôleurs.

Pour le Lot la fusion entre les départements 82 et 46 semble à l'ordre du jour, avec pour effet la casse des services de renseignements aux salariés.

Miquel Philippe

Une pétition en ligne est disponible :

http://www.petitions24.net/pour_une_inspection_du_travail_au_service_des_salaries

La formation syndicale

La formation syndicale permet aux syndiqués d'acquérir les connaissances et plus largement les capacités indispensables à la réussite de la mission et des mandats qui leur sont confiés.

Le collectif formation de l'UD a assumé cette année pas moins de 12 formations, ce sont 98 stagiaires qui ont participé aux différentes sessions de stage.

Pour 2014, le plan de formation a été élaboré à partir des besoins de nos organisations et enrichi avec deux nouveautés vis-à-vis de 2013: initiation au droit et communication/ rédiger un tract.

La formation des syndiqués au fur et à mesure des prises de responsabilités, puis tout au long de sa vie syndicale constitue un enjeu majeur pour la CGT.

Les premiers responsables dans les syndicats ont un rôle prépondérant dans cette dynamique de sensibilisation et d'inscription, pour un plus grand nombre de syndiqués acteur de leur organisation.

Cécile Guillaumard

Membre du collectif formation de l'UD



plan de syndicalisation

Le 20 novembre à Biars sur Cère, ce sont plus de vingt Camarades qui se sont mobilisés sur les différentes entreprises du groupe Andros, (tradifrais, boin/materne, pierrot gourmand, Andros usine et logistique).

Cette initiative avait été préparée en concertation avec la Fédération CGT de l'agroalimentaire, les syndiqués du groupe, l'Union Locale de Biars et l'Union

Départementale, elle partait du constat d'un décalage important entre les 2000 salariés présents sur ces sites, le faible taux de syndiqués (15) et la représentativité de la CGT aux élections professionnelles.

Ce sont plus de 2000 tracts qui ont été diffusés aux heures de sorties et entrées des personnels par les différentes équipes en place, équipes composées de Camarades retraités, cheminots, postiers, territoriaux, santé, etc, interprofessionnelles et intergénérationnelle.

Une réunion est prévue au mois de décembre pour faire un bilan d'étape, l'objectif étant le renforcement et la mise en place d'un syndicat de site commun à l'ensemble des entreprises. Ces actions s'inscrivent dans la préparation des prochaines élections professionnelles qui auront lieu en 2014.



Serge Dondrille
SG de l'UL de Biars

plan de formation

INTITULÉ DU STAGE	DATE	LIEUX
Communication, Rédiger un tract, etc	22 janvier	Cahors
Accidents Travail/Maladies Professionnelles	du 26 et 27 février	Cahors
Formation accueil	du 17 et 18 mars	Biars sur Cère
Formation des élus CHSCT	du 17 au 21 mars	Montauban
Initiation au droit	du 24 et 25 mars	Cahors
Animer un syndicat - 1er partie	du 1er au 3 avril	Montauban
Formation Délégué du Personnel	du 12 et 13 mai	Cahors
Formation formateur	du 12 au 16 mai	Montauban
Formation ECO/CE	du 19 au 23 mai	Montauban
CoGiTiel (débutant)	du 26 et 27 mai	Cahors
Formation accueil	du 2 et 3 juin	Cahors
Formation générale syndicale n°1	du 16 au 20 juin	Cahors
Formation générale syndicale n°1	du 22 au 26 septembre	Cahors
Formation accueil	du 6 et 7 octobre	Figeac
Formation des élus CHSCT	du 6 au 10 octobre	Cahors
Formation générale syndicale n° II - 1er partie	du 24 au 18 novembre	Montauban
Formation accueil	du 1er au 2 décembre	Cahors
Animer un syndicat - 2e partie	du 1er au 3 Décembre	Montauban

Tous les documents concernant la formation syndicale sont disponibles sur notre site au www.lacgt46.fr

une campagne pour porter nos propositions dans le débat public.

Lancement de notre campagne sur le « coût du capital » et pour une répartition plus juste des richesses créées par le travail. Alors que la bataille idéologique patronale fait rage sur le « cout du travail », la CGT a décidé de lancer une grande campagne sur le « cout du capital ».

Car c'est bien le mode de croissance financier et libéral qui s'est imposé depuis trente ans qui nous a précipité dans cette crise. C'est bien le modèle économique qui privilégie la rémunération des actionnaires au détriment des salaires, de l'investissement, de la protection sociale et du bien commun qu'il faut mettre en cause, en accordant une place nouvelle au travail, à l'environnement, aux biens publics et aux activités productives.

Le retour à une « économie réelle » présenté comme l'alternative à la « financiarisation », passe par la mise en cause de la logique de la rentabilité financière et par la reconnaissance de ces priorités sociales.

Notre campagne sera rythmée par des affiches et des tracts sur différentes thématiques revendicatives (Travail, salaires, emploi, protection sociale, fiscalité...) en portant l'objectif unique d'un partage plus juste des richesses.



La première étape sera articulée autour de la bataille des salaires et du pouvoir d'achat, pour une meilleure rémunération du travail. La seconde étape portera sur: services publics, financement-fiscalité, protection sociale.

Pour lancer l'initiative, quatre affiches sont disponibles pour vos panneaux d'entreprises ainsi qu'un 4 pages sur les salaires à distribuer en masse.

Cette première étape servira à alimenter la construction d'une démarche revendicative avec la perspective d'une journée d'action interprofessionnelle unitaire au début de l'année 2014.

C'est tous ensemble que nous devons nous mettre en ordre de bataille pour dire stop!

Ne laissons pas les patrons faire leur loi dans la rue, c'est à nous salariés, retraités de nous mobiliser pour peser sur le gouvernement, il est urgent de nous faire entendre!

« Vient une heure ou protester ne suffit pas, après la philosophie, il faut l'action » V. HUGO

Matence Patrice



perte d'autonomie et soins de longue durée; Initiative Citoyenne Européenne

Aujourd'hui, sous couvert d'apurement de la dette, les difficultés et problèmes sociaux liés à la mise en œuvre des plans d'austérité ne cessent d'aggraver les conditions de vie des retraités dans toute l'Europe.

L'accès aux soins, également, devient chaque jour plus problématique pour beaucoup d'entre eux.

Lors de son dernier Congrès, au regard des situations vécues dans les différents pays européens, la FERPA (Fédération Européenne des Retraités et Personnes Agées) avait décidé de lancer une ICE (Initiative Citoyenne Européenne) portant sur les droits des personnes âgées en perte d'autonomie et sur les soins de longue durée en Europe.

Il s'agissait, comme l'autorise le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, (TFUE) d'une nouvelle procédure permettant aux citoyens européens de proposer directement de nouvelles mesures législatives au Parlement européen.

Si la CGT a donné une appréciation négative sur ce traité, elle relève toutefois des avancées: ***L'ICE en est une, c'est un premier pas vers la démocratie sociale européenne.***

Elle valorise le rôle du Parlement européen.

Avant ces dispositions nouvelles, il faut se rappeler que seule la commission Européenne avait l'initiative législative.

L'objectif de cette ICE, avec la FERPA, était de gagner une loi (directive) européenne.

Celle ci, après acceptation serait alors transposée en une loi nationale dans chacun des 28 pays que compte l'union.

Chaque pays aurait alors toute latitude pour rédiger et faire voter la loi qu'il veut ainsi que son financement, tout en respectant le cadre de cette directive.

Toutefois, cette ICE, pour être retenue, devait émaner d'au moins 7 pays différents de l'Union. Précisément sont engagés:

la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal.

Elle devait également recueillir un minimum de 1 million de signatures de citoyens

majeurs, émanant de ces 7 pays dont 360 000 pour la France.

Mais, chacun(e) l'aura perçu, il ne s'agissait pas là de simples pétitions.

Les signatures reçues sur papier ou par internet, devaient obligatoirement comprendre de manière lisible, nom, prénom et, soit un numéro de CI, de passeport ou Sécurité Sociale. Pour la France, celles ci étant vérifiées par le ministère de l'intérieur.

Celui ci s'assurant également qu'il n'y a pas plusieurs signatures pour une même personne. Dans le même temps, un comité d'experts de ces 7 pays avait rédigé un texte de loi directive qui a été déposé le 5 septembre à Bruxelles par une large délégation de la FERPA.

A ce jour, en l'état, et selon une notification du 5 novembre dernier adressée au Secrétaire Général de la FERPA – Bruno Costantini – ce projet de texte n'a pas été retenu ni validé par la Commission Européenne.

Actuellement, la Fédération Européenne des Retraités et Personnes Agées examine les modalités et stratégies à adopter afin de poursuivre et faire accepter cette initiative citoyenne.

Cette procédure est contraignante mais toute la CGT reste engagée dans cette action.

La perte d'autonomie, les soins de longue durée concernent l'ensemble de la population. Elle frappe à tous les âges de la vie et touche toutes les familles qui entourent les malades. Continuer de se mobiliser pour cette ICE permettra de faire avancer une Europe sociale en panne.

JC PLEWINSKI



2e Rencontres Régionales Travail-Cinéma

Dans le cadre des 2e Rencontres Régionales Travail-Cinéma, l'IDHS CGT 46 proposait, lundi soir 25 novembre 2013, salle Charles Boyer, Espace Culturel de FIGEAC Communauté, un « ciné - débat » autour du documentaire de Marc GUIOCHET : « LAVAL de CERE, MEMOIRE de TERRITOIRE ».

A partir de paroles d'anciens ouvriers de Péchiney, d'habitants du village de Laval de Cère (LOT) et d'images d'archive, le film raconte l'histoire d'une usine, de sa fermeture, et des conséquences pour le territoire à la frontière du LOT et du CANTAL... Ce film retranscrit au travers de récits chargés d'émotion, la mémoire de ces événements. Mais le documentaire va plus loin : il pose aussi les questions de l'avenir de ces territoires et de la capacité



de ces habitants à inventer de nouvelles façons de vivre ensemble. Le réalisateur lotois « n'a pas voulu écrire au passé ». « L'emploi est-il le seul créateur de richesses ? » demande, déroutant, Marc GUIOCHET.

80 personnes étaient présentes.

Des ressentis nostalgiques à la frustration des syndicalistes dans l'attente d'un documentaire plus centré sur les luttes et l'analyse des causes, le débat fut riche.

Un regret cependant, quelques témoins pressentis n'étaient pas au rendez-vous.

Vraisemblable indicateur d'une cicatrice encore ouverte ?

JL. Couderc



À terre comme en mer, la Macif est toujours présente !

Pour tout savoir sur les produits et services

> Rendez-vous dans votre point d'accueil Macif

> Appelez le **N° Cristal 09 69 39 49 69**

APPEL NON SURTAXE

> Réalisez une étude personnalisée sur www.macif.fr

Pour une économie humaine, solidaire et responsable

MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERCANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège Social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en Opérations de Banque pour le compte exclusif de Socram Banque.



Assurances . Banque . Santé

● Hommage à notre camarade Daniel Krupka

tu vas nous manquer Daniel...

Aujourd'hui nous accompagnons notre camarade Daniel à sa dernière demeure. Dans ces heures de grande peine, nous avons conscience que ces quelques mots ne suffiront pas à calmer l'immense douleur de ses enfants Yolène et Yvann et toute sa famille. Daniel est entré aux PTT au début des années 1980, il est affecté aux ambulants à Paris Austerlitz. Muté à Toulouse en 1985, puis à Bretenoux en 1994 et enfin en 1996 à Martel. La vie de Daniel a été une vie d'engagement sur les valeurs d'humanisme, de paix, de progrès social et d'émancipation des hommes. C'est sur ces bases là que Daniel adhère à la CGT PTT en 1999. Mais Daniel ne s'arrête pas là; très vite il s'engage dans la vie militante et devient dirigeant de son syndicat au sein de la Commission Exécutive et du Bureau Départemental.

Son rôle de défenseur des salariés et du service public, il l'a accompli avec passion, ce qui l'a amené à résister à toutes les attaques, à la remise en cause des droits acquis, à subir la répression par certains exécuteurs zélés de la Poste!

Il a fait partie de ces militants qui se sont battus pour que le harcèlement moral soit reconnu et réprimé par la Loi.

Membre du Comité d'hygiène sécurité et conditions de travail, il n'hésitait pas à dénoncer à juste titre les mauvaises conditions de travail des salariés de la Poste dues à de nombreuses réformes, qui, selon Daniel, n'étaient pas sans conséquences sur leur santé. Convaincu que pour changer les choses et gagner, Daniel a rapidement compris qu'il ne suffisait pas de militer dans son entreprise. C'est ainsi qu'en 2005 il devient membre de la Commission exécutive de l'Union Locale de Biars et en 2008 de celle de l'Union départementale du Lot.



Daniel n'était pas un militant ordinaire, il était toujours souriant, toujours volontaire, toujours combatif, toujours passionné dans ses combats pour une vie meilleure.

Présent à toutes les manifs il savait aussi attirer l'attention des regards sur ses slogans qui ne manquaient ni d'originalité ni d'humour.

Défenseur ardent du service public, personne n'oubliera la présence de Daniel sur les quais des gares de Souillac et Gourdon avec les amis de « tous ensemble pour les gares », du Front de Gauche et bien sur de la CGT.

Daniel a fait honneur au militantisme développé par la CGT. Il a été de ces hommes qui ont pris toute leur place dans la vie syndicale au quotidien.

A travers cet hommage, nous tenons à saluer son action.

Oui Daniel nous manque!

A Yolène et Yvann ses enfants, à toute sa famille, nous adressons nos condoléances les plus émues. Il faudra beaucoup de courage pour surmonter votre immense douleur.

Que l'image de son sourire, ses gestes d'affection éclairent vos souvenirs pour adoucir son absence. L'affection de ses proches, de toute la CGT vous est acquise.

Daniel Billeres

SG du syndicat FAPT46